

Conseil de Communauté
du 18 mai 2017
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Finances – Régies de recettes et/ou d'avances – Indemnité de responsabilité aux régisseurs – Attribution
2	Economie – définition d'une zone d'activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté
3	Economie – Vente du local situé au 120 rue Joseph Cugnot à Mayenne au Garage RODRIGUES
4	Les aides à l'amélioration de l'habitat – "PIG Economie d'énergie, accessibilité, lutte contre l'insalubrité"
5	Les aides à l'amélioration de l'habitat – Participation de Mayenne Communauté du PIG du Conseil Départemental 53 pour l'habitat indigne et très dégradé
6	Démarche SCOT / PLUi / PLH – Plan de financement de reversement de Dotation Globale de Décentralisation (DGD) par les communes
7	Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2016
8	Mise en place de tarifs pour les nouvelles activités du service commun jeunesse Ados'com
9	Economie – La Sere – Location garage
10	Avenant à la convention du 6 février 2008 relative à la mise à disposition du forum Métiers d'Art à l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne
11	Fixation des tarifs 2017 pour les tentes bivouac sur le camping du Gué St Léonard
12	Développement touristique – Camping du Gué St Léonard - Signature de convention avec des commerçants ambulants
13	Affaires Culturelles - Rapport d'activité DSP cinéma 2016
14	Développement culturel – Affaires culturelles – Signature d'une convention avec le Département de la Mayenne
15	Développement culturel – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq – Tarification année scolaire 2017/2018
16	Délégation partielle de la compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises au département de la Mayenne
17	Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature
18	Marchés publics – Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du centre aquatique intercommunal à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature
19	Marchés publics – Construction du centre aquatique – Avenants - Autorisation de signature
20	Marchés publics – Approvisionnement en gaz – Autorisation de signature

21	Economie – La Grande Lande à Parigné-sur-Braye – Vente à la SCI CF2 Immo
22	Développement culturel – Signature du bail entre Mayenne Communauté et Atmosphères Cinéma

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Restaurant La Bonne Table	Convention pour le paiement des repas des agents prestations de service	Maximum 13 € / repas
------------------------------	--	-------------------------

Extrait du registre des arrêtés du Président

2017.03	12/04/17	Avenant n°1 à l'acte de création de la régie de recettes et d'avances pour le camping de Mayenne
---------	----------	---

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 18 mai 2017 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	51
Contre :	0
Pour :	51
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-sept, le douze mai, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2^{ème} Vice-Président, M. MOLL, 3^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. LE SCORNET, 5^{ème} Vice-Président, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, HEURTEBIZE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, SONNET, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, MM. JAMOIS, BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, BAR, M. LESAIN, Mmes COUTURIER, LODE, BEUNEUX, PELE, M. REBOURS, Mmes OLIVIER, CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président représenté par Mme CHOPIN
M. JEUSSE représenté par M. BUSSON

M. POIRRIER donne pouvoir à M. BORDELET
Mme BELLON donne pouvoir à Mme BAR
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. ANGOT
M. DOYEN donne pouvoir à M. BRODIN
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD
Mme LANCIEN donne pouvoir à M. BOURGUIN
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE
M. MORIN donne pouvoir à Mme CREUSIER

Excusés :

MM. CHOUZY, SABRAN, BEAUJARD, Mmes FRANGEUL, THELIER, BODINIER, ADAM

M. BEUNEUX a été désignée secrétaire.

1 - Finances – Régies de recettes et/ou d'avances – Indemnité de responsabilité aux régisseurs – Attribution

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. RAILLARD expose :

Conformément aux dispositions de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, les indemnités de responsabilité versées aux régisseurs de régies de recettes et/ou d'avances relèvent du régime indemnitaire et doivent être à ce titre, autorisées par délibération.

Avec la fusion, les indemnités de responsabilité aux régisseurs ont été attribuées par arrêté du Président autorisé par l'article L5211-41-3 du CGCT organisant la gouvernance provisoire. Il convient de se conformer à la nouvelle demande de la trésorerie en délibérant pour permettre l'octroi d'une indemnité de responsabilité aux régisseurs selon les conditions précisées par leur acte de nomination et ce dans le cadre de la tenue des régies de recettes et/ou d'avances existantes ou à venir.

Il est précisé que les indemnités de responsabilité sont attribuées dans les limites fixées par arrêté du ministre chargé du budget du 3 septembre 2001 et sont calculées au prorata de la période durant laquelle le régisseur a exercé ses fonctions.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'octroi d'une indemnité de responsabilité aux régisseurs selon les conditions prévues dans leur acte de nomination pour la tenue des régies de recettes et/ou d'avances existantes ou à venir.

2 - Economie – définition d'une zone d'activités économique pour le territoire de Mayenne Communauté *Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017*

M. TRANCHEVENT expose :

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe a renforcé les compétences des Communautés de Communes. Aussi, elle prévoit depuis le 1^{er} janvier 2017 le transfert obligatoire de l'ensemble des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Désormais, la distinction entre les zones d'activités économique d'intérêt communautaire et les zones d'activités économique communales n'existe plus. Toutefois, cette disposition législative nécessite d'être complétée en explicitant ce qu'est une zone d'activités pour le territoire de Mayenne Communauté.

Afin de parvenir à cet objectif, le groupe de travail économique-foncier a réalisé un diagnostic et poursuivi sa réflexion en associant le groupe solidarité. En effet, ce dernier est intéressé par le sujet en vue de l'élaboration du futur pacte financier, fiscal et solidaire qui devrait intégrer dans le volet fiscal des reversements de fiscalité issue des implantations dans les zones d'activités.

Le fruit de cette collaboration a été présenté en Bureau qui a validé la proposition de définition suivante : *Une zone d'activités est obligatoirement créée pour accueillir une activité à vocation économique, elle est d'initiative communautaire et conforme aux SCOT et PLUI dans un périmètre bien défini. Elle regroupe habituellement plusieurs établissements/entreprises et permet au moins l'implantation d'une entreprise. Elle traduit une volonté politique actuelle et future d'un développement économique coordonné, et sa vocation notamment fait l'objet d'un règlement communautaire.*

Cette définition permet donc d'identifier, sur la base du diagnostic, quelles sont les parties du territoire de Mayenne Communauté qui peuvent être qualifiées de zones d'activités. Au vu de l'existant au 1^{er} janvier 2017, les zones peuvent être classées en 2 catégories selon leur origine de création :

1) Toutes les zones d'activités créées précédemment par la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et désormais par Mayenne Communauté

- Aron : ZA de Messé – ZA du Bocage
- Martigné sur Mayenne : ZA du Berry
- Parigné sur Braye : ZA de Montrieux – ZA de la Lande
- Mayenne : ZA de Poirsac 2 et 3 – ZA des Haras – ZA de l'Orgerie
- Saint Fraimbault de Prières : ZA de Coulonges

2) Les zones à l'origine communales et transférées :

* soit à la Communauté de Communes du Pays de Mayenne en 2003

- Marillé la Ville : ZA de la Petite Croix
- Moulay : ZA des Ormeaux
- Commer : ZA du Bas Marboué
- Mayenne : ZA Terras, Chauvrie, Perrouins, Huilerie, Huilerie-La Motte, Peyennière et Peyennière 2, Poirsac

* soit à Mayenne Communauté

- Le Horps : ZA des Forges en 2016
- La Haie Traversaine : ZA de Chevray en 2017
- Lassay les Châteaux ZA Nord et Sud en 2017
- La Chapelle au Riboul : ZA La Longueraie en 2018

Par ailleurs, cette définition permet également d'identifier, sur la base du diagnostic, quelles sont les parties du territoire de Mayenne Communauté qui ne peuvent plus être qualifiées de zones d'activités. Il s'agit de la « ZA » du Guéret à Aron, la « ZA » Le Pré de Devant à Contest et la « ZA » de la Cordrie à Saint Baudelle.

La prochaine CLECT de juin 2017 (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) devra donc examiner le transfert de compétence à Mayenne Communauté des ZA de Lassay et La Haie Traversaine ainsi que la restitution de la compétence aux Communes pour les « ZA » d'Aron, Contest et Saint Baudelle ;

M. BRODIN : " A l'avenir, on avait parlé en commission d'une zone intercommunale mais également d'en faire au niveau local et communal. Ici, ce n'est pas une fermeture possible à cette idée ?"

M. TRANCHEVENT : " Pas du tout."

M. le Président : " J'ose espérer qu'à l'avenir, on aura d'autres ZA."

M. BRODIN : " C'est bien ce que je souhaite aussi mais que ça se passe de manière équitable sur le territoire."

M. le Président : " Vous imaginez bien que tout ne sera pas sur Mayenne. On plantera aux meilleurs endroits les zones d'activités."

M. TRANCHEVENT : " Je vais essayer de répondre précisément à la question. Sur la question d'une zone économique qui doit être inscrite dans le périmètre du SCOT et du PLUi, nous aurons une proposition à vous faire en bureau. Ensuite, rien n'interdit à un particulier de ta commune ou d'une autre de vendre un terrain pour une activité artisanale à un porteur privé. C'est une responsabilité communale. Nous allons vous proposer en bureau une liste d'espaces à inscrire dans le SCOT et le PADD car nous n'avons pratiquement plus de terrain. Nous avons un véritable boom économique avec des entreprises qui veulent s'installer. On doit avoir une cohérence des installations."

M. DELAHAYE : " Je me suis rendu compte que notre zone, qui est une zone d'activités, a du terrain qui existait et qui était réservé, dans le POS, à de l'activité. Il y aura deux choix au moment du PLUi, soit on fait disparaître cette zone et elle redevient une zone résidentielle, soit elle devient industrielle. Si elle reste industrielle, il faudra bien qu'il s'y passe quelque chose."

M. VALPREMIT : " Le PADD du SCOT va être présenté au mois de juin. C'est un document qui nous engage pour 20 ans. On ne va pas lister précisément les zones économiques mais on va fixer de grandes orientations. Cependant, on imagine bien que les trois grands pôles seront Lassay, Martigné et Mayenne et sa périphérie. Mais il n'y aura pas une liste avec le numéro des parcelles. Concernant le devenir des zones qui étaient classées dans le POS, je prends l'exemple de Martigné. Il y avait 40 ou 50 hectares qui étaient voués à l'urbanisation dans le POS. Dans le PLU qu'on a présenté il y a quelques temps, je crois qu'il n'y a plus que 5 hectares. Tout ce qui était prévu à l'urbanisation dans vos documents précédents, il faut se dire qu'il y aura moins de zones dédiées à l'urbanisation."

M. DELAHAYE : " C'est bien pour ça que je dis qu'une fois que ça va être ficelé dans une certaine catégorie, ça va l'être dans le PLUi."

M. VALPREMIT : " Le moment clé c'est quand on fera le zonage du PLUi."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **adopte la définition proposée par le Bureau pour qualifier de zones d'activités économiques certaines parties du territoire de Mayenne Communauté selon la situation au 1^{er} janvier 2017 et pour l'avenir**
- **prend acte, en conséquence, des zones d'activités correspondant à la définition listées précédemment et de la perte de ce qualificatif pour une partie du territoire des 3 Communes citées ci-dessus.**

3 - Economie – Vente du local situé au 120 rue Joseph Cugnot à Mayenne au Garage RODRIGUES

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M TRANCHEVENT expose :

La Communauté de Communes est propriétaire depuis le 5 janvier 2001 d'un ensemble immobilier sis 120 rue Joseph Cugnot à Mayenne. Cet ensemble immobilier datant des années 1965/1970 appartenait auparavant à LA POSTE.

De décembre 2003 à janvier 2016, la Communauté de Communes a loué cet espace immobilier à l'entreprise JOUVE.

Depuis, la Communauté de Communes a fait la publicité de cette vacance de locaux dans la rubrique dédiée à l'économie sur son site internet.

En janvier 2017, Monsieur Luis RODRIGUES, gérant du Garage Rodrigues basé à la Ferté Macé (61), nous a fait parvenir un courrier car il est intéressé pour acheter cet ensemble immobilier.

Sa société est implantée depuis 2000 en qualité de dépanneur remorqueur à la Ferté Macé. Depuis, il a ouvert deux nouvelles agences, une à Flers (61) et une à Mayenne dans la Z.I. des Perrouins (où Mr LEBRETON, carrossier lui met à disposition une partie de son local).

Les donneurs d'ordre avec lesquels il travaille sont les compagnies d'assurance (via des agréments auprès de toutes les compagnies d'assistance française et étrangère) ainsi que les forces de l'ordre (police et gendarmerie).

Son agence de la Ferté Macé a également la particularité d'être agréée fourrière départementale.

Cette acquisition représente un réel enjeu pour sa société. Il prévoit le recrutement de deux dépanneurs domiciliés à Mayenne. Aussi, pour garantir la sécurité des locaux un couple de gardien sera affecté au site (la partie logement est donc intéressante sur ce site). La vente devrait intervenir en septembre 2017.



M. BRODIN : " Par rapport aux réflexions en cours, je souligne "la partie logement intéressante sur ce site". On voit que cette vente est intéressante pour l'acheteur car il y a un logement."

M. le Président : " C'est assez rare comme demande."

M. BRODIN : " Dans ce qu'on va écrire pour l'avenir, est-ce qu'on interdira les logements ?"

M. le Président : " Non quand c'est dans un îlot."

M. TRANCHEVENT : " Si c'est intégré dans le volume, il n'y a pas de soucis."

M. le Président : " Je suis satisfait car c'est une vente qui n'était pas prévue dans notre budget prévisionnel."

M. BRODIN : " Ça permettra d'investir dans des zones nouvelles."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **cède cet ensemble immobilier, cadastré section BX n° 52 pour une superficie de 2 786 m², au Garage RODRIGUES ou toute autre personne s'y substituant,**
- **fixe le prix de vente à 240 000 € net de TVA. En outre, les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de l'acquéreur,**
- **procède à la régularisation de TVA initialement déduite conformément à l'article 207 de l'annexe 2 du Code Général des Impôts. En conséquence, le garage RODRIGUES ou toute autre personne s'y substituant remboursera, à ce titre, à Mayenne Communauté la somme de 6 930,27 € étant précisé que l'acquéreur déduira ce montant de TVA sur sa déclaration.**
- **autorise Monsieur le Président à signer l'acte notarié et toutes les pièces se rapportant au dossier,**
- **et confie la rédaction de l'acte à Me PILLEUX, notaire à Mayenne.**

4 - Les aides à l'amélioration de l'habitat - "PIG Economie d'énergie, accessibilité, lutte contre l'insalubrité"

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. VALPREMIT expose :

Mayenne Communauté a conventionné avec l'État et l'ANAH (agence nationale de l'amélioration de l'habitat) pour la mise en place d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) "Accessibilité, Économie d'Énergie, Habitat dégradé" pour une durée de 3 ans, de janvier 2014 à décembre 2016.

Le conseil communautaire du 8 décembre 2016 avait donné un avis favorable à la poursuite du PIG sur 6 mois, soit de janvier à juin 2017, en attendant les éléments du nouveau PLH.

MC élabore un nouveau PLH qui devait être arrêté en juin 2017, mais du fait du retard pris, il ne le sera qu'en octobre 2017.

Une fois le PLH arrêté, un nouveau PIG de 3 ans sera mis en œuvre et une consultation pour la partie animation sera lancée en octobre 2017.

Dans l'attente de cette consultation, il est proposé : de solliciter un nouvel avenant à la convention passée avec l'État sur cette période.

Il sera proposé de valider pour la période de juillet à décembre 2017 : **31 dossiers** pour un montant d'aide aux propriétaires de 25 000 €.

Le PIG qui se décline en 3 orientations devra permettre une amélioration de 31 logements (dont 4 pour des propriétaires bailleurs) :

Lutter contre la précarité énergétique

Objectifs : 22 logements dont :

- amélioration de **21 logements** dont 2 propriétaires bailleurs, en complément des aides de l'Anah et donc sur les critères d'éligibilité de ceux définis par l'Anah. Prime de 500€ / dossier.

- amélioration de 1 **logement** pour propriétaires occupants primo accédants, hors Anah (voir les critères d'éligibilité, ci-dessous). Prime de 2 500 € / dossier.

Favoriser le maintien à domicile, en adaptant les logements à la perte d'autonomie

Objectifs : amélioration de **5 logements** pour les propriétaires occupants de plus de 60 ans. Pour répondre aux demandes faites dans le cadre de la prévention d'une éventuelle perte d'autonomie, MC prendra en compte toutes les demandes (du GIR 1 à 6), en appliquant les plafonds de ressources de l'Anah. Prime de 400 € / dossier.

Lutter contre l'habitat très dégradé et insalubre

Objectifs : amélioration de **4 logements** dont 2 propriétaires bailleurs, en complément des aides de l'Anah et donc sur les critères d'éligibilité de ceux définis par l'Anah.

- Prime de 2 000 € pour les propriétaires bailleurs et occupants, si le logement est inoccupé.
- Prime de 4 000 € pour les propriétaires qui occupent le logement depuis au moins un an.

L'ANAH et MC financeront conjointement les travaux d'amélioration de 30 logements.

En plus de ces 30 logements, MC financera, hors financement ANAH, 1 propriétaire occupant, primo accédant, pour des travaux d'économie d'énergie. Pour bénéficier de cette aide, ces ménages devront remplir les conditions suivantes :

- être primo-accédant (Définition du Code de la construction et de l'Habitation: « ne pas avoir été propriétaire de sa résidence principale aux cours des 2 dernières années précédant l'émission de l'offre de prêt »),
- avoir effectué l'achat entre 1/06/2016 et le 31/12/2017
- avoir des revenus compris entre les plafonds de ressources exigés par l'Anah et le dispositif du PTZ,
- réaliser un gain énergétique d'au minimum 40% et avoir sollicité l'opérateur du PIG pour un diagnostic Energie
- rencontrer les 3 autres partenaires du PRIS qui sont l'Adil, le CAUE et l'EIE (ces démarches devront être menées obligatoirement par les personnes bénéficiaires de l'aide)
- le logement devra être situé en zone agglomérée (centre bourg, centre-ville). Les travaux amenant un changement d'usage du bâtiment (exemple : transformation d'une grange en habitation) ne seront pas éligibles.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le renouvellement du PIG actuel sur 6 mois (juillet à décembre 2017) avec les critères d'éligibilité cités ci-dessus, et de solliciter l'aide afférente auprès de l'ANAH,**
- **autorise le Président à signer un quatrième avenant à la convention passée entre l'État et l'ex CCPM devenue Mayenne Communauté, en 2014, pour une continuité sur le 2^{ème} semestre 2017 (juillet - décembre 2017) avec les objectifs en logements et les critères ci-dessus**
- **et lance en octobre 2017 une consultation pour le suivi, animation du nouveau PIG (2018 – 2020) afin que la mission puisse démarrer au 1^{er} janvier 2018.**

5 - Les aides à l'amélioration de l'habitat – Participation de Mayenne Communauté du PIG du Conseil Départemental 53 pour l'habitat indigne et très dégradé

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. VALPREMIT expose :

Le Conseil Départemental (CD) a mis en place un PIG sur 3 ans (2017-2019) dont le premier volet est « l'Habitat indigne et très dégradé » et le deuxième « la Précarité énergétique ».

Soliha 53 a la charge du suivi et traitement des dossiers.

Le CD participe au financement :

- de la mission de l'opérateur qui est Soliha
- des travaux des dossiers Habitat indigne et très dégradé.

Il est proposé un co-financement entre les EPCI et le CD53 permettant une majoration de l'aide aux travaux.

En cas de convention partenariale, les engagements sont les suivants :

- l'EPCI participe au financement du suivi et traitement des dossiers à hauteur de 20 % du coût forfaitaire (850 € HT / dossier)
- le CD majore l'aide aux travaux des dossiers Habitat indigne et très dégradé.

Logements insalubres (occupés) : une aide plafonnée à 2 000 € ou 7 500 € avec un taux d'aide de 10 % ou 15 % selon le degré d'insalubrité (en cas de non convention partenariale, l'aide est plafonnée à 1 000 € ou 2 500 € avec un taux d'aide de 5 %).

Logements très dégradés (inoccupés) : une aide plafonnée à 7 500 € avec un taux d'aide de 15 % pour les communes éligibles au Contrat Territorial 53 (en cas de non convention partenariale, l'aide est plafonnée à 2 500 € avec un taux d'aide de 5 %).

Sur les 3 ans du PIG, les objectifs de financement de travaux sont de 35 dossiers « Habitat indigne » sur le département et 30 dossiers « Habitat très dégradé » sur les communes éligibles au contrat de territoire.

Il vous est proposé de participer au co-financement du PIG du CD53, en finançant à hauteur de 20 % le montant du suivi et traitement des dossiers assurés par Soliha.

L'objectif du PIG de MC étant le traitement de 4 dossiers « Habitat indigne et très dégradé » par an, il est proposé de financer 20 % du montant du suivi et traitement des dossiers, soit 680 €/ an sur la durée du PIG 2017-2019.

Le PIG de MC finançant déjà les dossiers « Habitat Indigne et très dégradé », la signature de la convention de partenariat avec le CD53 n'entraînera pas de nouvelles dépenses, mais permettra un financement des travaux plus important pour les propriétaires.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **participe au co-financement du PIG du CD53,**
- **autorise le financement à hauteur de 20 % du montant du suivi et traitement des dossiers assurés par Soliha sur 4 dossiers/an que constitue l'objectif du PIG de MC sur «Habitat indigne et très dégradé» soit 680€/ an sur la durée du PIG 2017-2019**
- **et autorise le Président à signer la convention de partenariat.**

6 - Démarche SCOT / PLUi / PLH – Plan de financement de reversement de Dotation Globale de Décentralisation (DGD) par les communes

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. VALPREMIT expose :

MC s'est engagée en 2016, dans la révision du SCOT de la CCPM et l'élaboration de son PLUi. Le bureau d'études CODRA a été missionné par MC, en juillet 2016, pour mener à bien ces 2 études qui doivent être finalisées fin 2019.

La réalisation de ces documents d'urbanisme nécessite de mener des études complémentaires par différents prestataires en lien avec :

- le commerce (Document d'Aménagement Artisanal et Commercial – DAAC) avec Cibles et Stratégies),
- l'habitat (Programme Local de L'Habitat – PLH) avec CODRA,
- l'agriculture (diagnostic agricole) avec la Chambre d'Agriculture
- et l'environnement (inventaire zones humides) avec Aquascop.

Un accompagnement juridique par un cabinet d'avocats spécialisé sur les questions d'urbanisme a également été prescrit et confié au cabinet LEXCAP.

Des actions de concertation et de communication auprès des élus et habitants sont programmées tout au long de la démarche.

Le montant total estimé pour la couverture de l'ensemble de ces compétences est de 693 446 € TTC qui se décline de la façon suivante :

- 259 146 € pour l'élaboration du PLUi- CODRA

- 152 130 € pour la révision du Scot- CODRA
- 68 470 € pour l'inventaire zones humides- AQUASCOP
- 66 600 € pour le diagnostic agricole- CH D'agriculture
- 42 900 € pour le PLU de Martigné- ARCHITOUR
- 36 312 € pour l'assistance juridique- LEXCAP
- 25 000 € pour la concertation et la communication
- 22 320 € pour le DAAC- Cibles et Stratégies
- 20 568 € pour le PLH- CODRA.

A cela s'ajoutent les frais de reproduction et d'enquête publique, nécessaires aux phases arrêt des projets de PLUI et SCOT. Le montant de cette dépense sera à affiner au fil de la procédure.

Le montant maximum total des subventions sollicitées auprès de différents financeurs est estimé à 172 800 € qui se décline de la façon suivante :

- 85 200 € du Conseil Régional (FRES pour le Scot, DAAC et concertation)
- 48 000 € de l'Agence de l'eau (pour l'inventaire des zones humides)
- 11 400 € du Conseil Régional (CRBV pour l'inventaire des zones humides)
- 7 000 € de l'État (appel à projet pour le PLUI)
- 6 200 € du Conseil Régional (FRES pour le PLH)
- 15 000€ au titre de la DGD de l'État (élaboration du PLUI).

Parallèlement, le transfert de compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » à l'intercommunalité en septembre 2015, a eu des conséquences sur les procédures lancées par certaines communes :

- à St Fraimbault suite à la délibération du 31 octobre 2012 par laquelle le Conseil Municipal a décidé de prescrire l'élaboration d'un PLU,
- à Mayenne, suite à l'annulation de son Plan Local d'Urbanisme en date du 16 janvier 2014 par le Tribunal Administratif de Nantes, le Conseil Municipal de Mayenne en date du 27 février 2014 a décidé de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols redevenu opposable et de prescrire l'élaboration d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme,
- à Martigné, où le Conseil Municipal par délibération en date du 3 septembre 2014 a décidé de mettre en révision son Plan d'Occupation des Sols et de prescrire l'élaboration d'un nouveau Plan Local d'Urbanisme.

Ces décisions ont eu pour effet de déclencher le versement de la part de l'État d'une subvention de 9 000 € pour chacune de ces communes via la Dotation Globale de Décentralisation.

Les communes de Mayenne et de Martigné n'ont supporté aucune dépense puisque c'est Mayenne Communauté qui assure à présent la conduite de ces procédures pour Mayenne via le PLUi et pour Martigné via la poursuite de la procédure en cours.

Pour ce qui est de St Fraimbault, la procédure étant plus ancienne, les charges ont été réparties, la commune a réglé 89,30 % des dépenses pour une mission qui d'ailleurs a été abandonnée depuis et qui sera reprise via le PLUi.

Aussi dans la logique, il a été demandé aux communes concernées de délibérer sur le principe d'un reversement des sommes perçues de l'État au profit de Mayenne Communauté.

C'est ainsi que par délibération en dates du 1^{er} mars pour Martigné, du 2 mars pour Mayenne et du 30 mars pour St Fraimbault de Prières, les conseils Municipaux ont accepté de rendre à Mayenne Communautés 9 000 € pour Martigné et Mayenne et 963 € pour St Fraimbault de Prières.

M. VALPREMIT : " Je tiens juste à préciser qu'on est dans le moment clé du SCOT. Je vous invite à être présent ou à vous faire représenter dans les différentes instances. L'objectif est que le PADD soit présenté en bureau et en conseil en juin."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, accepte ces sommes de 18 963 € qui s'ajouteront aux recettes évoquées ci dessus. Ce sont donc au total 191 763 € qui seront

affectées au financement de nos procédures SCOT- PLUi et PLH soit une charge restante pour MC d'environ 500 000 € TTC (sans compter le FCTVA).

7 - Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. RAILLARD expose :

Vu les délibérations du 11 décembre 2014 de la communauté de communes du Pays de Mayenne et du 18 décembre 2014 de la Ville de Mayenne relatives à la convention de mise à disposition de services entre ces deux collectivités,

Vu l'avenant n°1 en date du 18 décembre 2015,

Vu l'avenant n°2 en date du 22 décembre 2016,

Considérant l'activité des services concernés sur l'année 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe les montants de remboursement entre la ville de Mayenne et la Mayenne Communauté conformément aux pourcentages de temps de travail de chaque agent soit :

- La Ville doit rembourser à Mayenne Communauté 282 680 euros

- Mayenne Communauté est redevable de 531 331 euros à la Ville de Mayenne.

8 - Mise en place de tarifs pour les nouvelles activités du service commun jeunesse Ados'com

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. COISNON expose :

Contexte :

Les activités Ados'com sur la ville de Mayenne n'ont pas rencontré le succès escompté. A cet effet, les élus du groupe de travail souhaitent tester au mois de juillet prochain, l'organisation de stages thématiques. Cette nouvelle proposition accessible à tous les adolescents du service commun, permettrait dans sa formule proche de celle des CESAM d'augmenter la capacité d'accueil des jeunes ainsi que la diversité des animations sur la période estivale.

Les stages « ados'com » de l'été (inscriptions à la semaine) :

- Du 10 au 13 juillet - 4 après-midi + 1 veillée : aide à la préparation du festival des Entrelacés. Capacité d'accueil : 8 jeunes
- Du 17 au 21 juillet - 5 après-midi + 1 veillée : stage vidéo : création d'un clip de présentation du service Ados'com. Capacité : 8 jeunes
- Du 24 au 28 juillet - 5 après-midi + 1 veillée : stage sport et bien-être. Capacité : 12 jeunes

Les « stagiaires » pourront bénéficier des sorties hebdomadaires du service Ados'com. Les activités itinérantes seront parallèlement proposées sur les 7 autres communes.

Afin d'éviter toute concurrence avec les activités des CESAM, il semble important de demander une participation financière aux familles en cohérence avec la politique tarifaire des deux services.

Proposition du groupe de travail :

Pour participer aux activités d'Ados'com, les jeunes doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle de 10 €. Aussi, lorsqu'une animation nécessite un transport ou un repas, une participation supplémentaire est demandé aux familles. Cette dernière est différente selon le quotient familial (Tarif 1 : QF<900 / Tarif 2 : QF>900 = Tarif1 + 5%).

Considérant qu'un après-midi aux Cesam coûte en moyenne entre 3,84 € et 4,24 € aux participants mayennais dont le QF est inférieur à 900, il fût proposé au groupe de travail de fixer le tarif stage à 4 € par après-midi.

Le groupe de travail étant attaché au fait que les jeunes s'acquittent aussi de la cotisation annuelle (10 €), il soumet alors que le tarif1 stage Ados'com soit de 3 € par après-midi.

En résumé pour l'été 2017 :

- Stage Entrelacés : Tarif1 : 12€ / Tarif2 : 12,6 €
- Stage vidéo : Tarif1 : 15 € / Tarif2 : 18,75 €
- Stage sport et bien-être : Tarif1 : 15 € / Tarif2 : 18,75 €

Comme pour l'organisation des Cesam, la sortie hebdomadaire d'Ados'com sera incluse dans le stage sans supplément.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la formule stage ainsi que la proposition du groupe de travail concernant les tarifs de cette nouvelle activité.

9 - Economie – La Sere – Location garage

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Compte tenu des demandes d'entreprises occupant les locaux de la pépinière de location du garage de la SERE pour du stockage, il vous est proposé de rajouter un tarif à la délibération du 14/01/2016 : Location du garage SERE 60 € TTC soit 50 € HT mensuel.

Nous vous proposons de le mettre en location à partir du mois de mai, par voie d'un avenant à la convention.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rajoute un tarif à la délibération du 14/01/2016 : Location du garage SERE 60 € TTC soit 50 € HT mensuel.

10 - Avenant à la convention du 6 février 2008 relative à la mise à disposition du forum Métiers d'Art à l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. BORDELET expose :

La convention qui lie Mayenne Communauté et l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne, dont l'objet est la mise à disposition du Forum Métiers d'Art à l'office, est arrivée à échéance. Il convient donc de la modifier par avenant, afin de la prolonger d'un an, soit jusqu'au 31 janvier 2018. En effet, dans le cadre de la mise à plat de la compétence tourisme, la collectivité a fait appel au cabinet Protourisme. Il dispose de toute l'expertise pour accompagner les élus et les équipes pour définir notre stratégie touristique. Il est d'ailleurs prévu un diagnostic sur la gestion des équipements touristiques d'intérêt communautaire. Le reste de la convention reste inchangé.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de la collectivité de valider un nouvel avenant à la convention.

M. le Président : " Quand est prévu le retour de l'étude ?"

M. BORDELET : " Au prochain bureau."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide un nouvel avenant à la convention avec l'Association Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne pour une durée d'un an soit jusqu'au 31 janvier 2018.

11 - Fixation des tarifs 2017 pour les tentes bivouac sur le camping du Gué St Léonard

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. BORDELET expose :

Lors de la préparation du budget 2017, la Communauté de Communes a accepté le principe d'installer sur le camping 3 tentes bivouac.

Ce type d'hébergement est particulièrement adapté à l'hébergement de randonneurs à vélos ou à pied (2 places), ce qui correspond à la clientèle qui se développe depuis quelques années, notamment avec l'essor de la Vélofrancette (véloroute nationale reliant Ouistreham à La Rochelle et empruntant la voie verte Ambrières/Mayenne puis le halage).

Il convient aujourd'hui de définir le tarif de mise à disposition d'un emplacement comportant ce type de locatif (3 emplacements prévus). Cet hébergement, n'étant pas équipé de chauffage, pourrait être loué du 1^{er} mai au 30 septembre. Il sera équipé d'un matelas 2 personnes et d'une alèse jetable pour chaque location.

M. le Président : " C'est une excellente initiative. On forme des vœux pour le succès de cette nouvelle activité."

M. HEURTEBIZE : " Qu'en est-il de la communication auprès des utilisateurs de cette voie Vélofrancette ?"

M. BORDELET : " Le fait d'avoir installé ces tentes bivouacs nous permet d'être répertorié dans les guides spécifiques au Vélofrancette."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, retient les tarifs suivants :

- **Emplacement équipé d'une tente bivouac : 18 € TTC (pour 1 ou 2 personnes)**
- **Possibilité de prendre en plus le tarif « branchement électrique tente bivouac » soit 3.90 € ou 2.65 € selon la période.**
- **Possibilité d'accueillir sur l'emplacement une petite tente pour des mineurs accompagnant en payant un tarif « personne supplémentaire tente bivouac » à 2.75 €/personne**
- **et taxe de séjour.**

12 - Développement touristique – Camping du Gué St Léonard - Signature de convention avec des commerçants ambulants

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. BORDELET expose :

Depuis le printemps 2015, nous n'avons plus de gestionnaire pour l'espace multi-services du camping du Gué St Léonard.

Pour l'été 2016, afin de pouvoir satisfaire les usagers, il a été décidé de faire appel à des commerçants ambulants afin d'offrir un service de restauration aux clients du camping (ouvert également aux mayennais). Les commerçants ambulants se voient offrir la possibilité de s'installer sur le camping, près de l'abri « animation ».

Pour l'été 2017, M. Collet, rôtisseur, nous a fait part de son intérêt pour revenir sur le camping de Mayenne du 12 juillet au 31 août.

Comme l'an dernier, pour participer aux frais de branchement électriques et considérant qu'il y a une mise à disposition d'un espace pour un acte commercial, il vous est proposé de demander aux commerçants une participation financière de 5 € HT par temps de présence (ou 7 € à la journée).

Une convention définit les termes de cette mise à disposition (nombre de M2 mis à disposition, coordonnées du commerçant, nature de la prestation...).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette tarification et autorise le Président à signer la convention avec les différents commerçants concernés (liste non figée).

13 - Affaires Culturelles - Rapport d'activité DSP cinéma 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. LE SCORNET expose :

En vertu de l'obligation instaurée par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les articles 31 et 32 du contrat d'affermage relatif à la gestion du Vox définissent les documents annuels remis à la collectivité avant le 1^{er} juin suivant l'année civile d'exploitation.

Ils comprennent :

- un rapport sur la période d'exploitation et contenant les comptes certifiés afférent à la totalité des opérations entrant dans la délégation
- un rapport sur la qualité du service
- un rapport sur la situation des personnels
- Un compte financier.

Ces documents doivent permettre aussi de disposer d'informations sur la programmation et la fréquentation, sur les aspects matériels et sur le personnel de l'établissement.

A titre indicatif, la fréquentation du cinéma s'élève à 43 254 entrées payantes soit une progression de plus de 0,5 % par rapport à 2015 sur la même période. Parmi ces entrées, le cinéma comptabilise 3 214 entrées réalisées pour les séances scolaires (8,5 % du total des entrées pour 21 films proposés en séances scolaires) et sur l'année 2016, 244 films ont été programmés ainsi que 4 opéras et 1 conférence.

Les plus grands succès au box-office sur le plan national ont tous été programmés au Vox, comme dans la plupart de nos salles de référence de la région. Le Top 5 des entrées sur le plan national est constitué, dans l'ordre, par : Zootopie, Les Tuches2, the Revenant, Deapool et Le livre de la jungle. Pour notre prt : camping 3, Les tuches 2, les visiteurs, l'age de Glace et le médecin de campagne.

La DSP s'est terminée le 31 août 2016.

Le Conseil de Communauté, a pris note du rapport d'activités DSP cinéma 2016.

14 – Développement culturel – Affaires culturelles – Signature d'une convention avec le Département de la Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. LE SCORNET expose :

Lors du conseil communautaire du 22 septembre 2016, nous avons délibéré pour autoriser le Président à signer une convention avec le Département afin que Mayenne Communauté puisse bénéficier des aides départementales dans le cadre du nouveau schéma de l'enseignement des pratiques artistiques.

Pour la mise en place des nouvelles conventions intercommunales d'appui aux projets culturels de territoire à partir de 2017, un ajustement du calendrier est nécessaire afin de permettre une fusion entre le schéma d'enseignement artistique et les conventions culturelles intercommunales.

La convention signée en 2016 est, de ce fait, prolongée jusqu'au 31 août 2017 par avenant. A cet effet, le calcul de l'aide versée au conservatoire se fait sur la base de 60 % de la subvention votée en 2016 soit 57 000 €.

M. LE SCORNET : " Je voudrais juste en profiter pour dire Croq les Mots a été une véritable réussite. Il y a eu

des intervenants de très haute qualité pour donner du sens à cette journée professionnelle. Le salon grand public a été très bien fréquenté. Il y a eu des animations de très grande qualité. Je voudrais remercier toutes les communautés de communes qui se sont impliquées, le Kiosque et tous les partenaires institutionnels. C'est une belle image donnée par notre territoire."

M. le Président : " J'allais intervenir en fin de séance pour le souligner également. Ce fut un moment excessivement fort. J'ai eu le plaisir d'y aller plusieurs fois durant le week end. Je forme des vœux pour que l'ensemble des prochains élus ait les mêmes envies de poursuivre cette belle aventure. Les professionnels sont très motivés par ce projet. Quoiqu'il arrive, on fera le maximum pour poursuivre cette manifestation. Prendre l'habitude d'acheter des livres pour les plus jeunes est quelque chose de très fort."

M. TRANCHEVENT : " Quelques heures avant l'inauguration du salon, on a terminé l'aventure du Pays avec une AG de dissolution. Ce fut un moment un peu difficile. C'est très rassurant de voir que Croq les Mots est repris."

M. le Président : " Merci encore aux professionnels et à tous les bénévoles."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer l'avenant à la convention 2016 du schéma départemental de l'enseignement artistique entre le Département de la Mayenne et Mayenne Communauté.

15 - Développement culturel – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq – Tarification année scolaire 2017/2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. LE SCORNET expose :

Il est proposé d'adopter les tarifs 2017/2018 du Conservatoire de Musique et Danse Ivan Bellocq pour les disciplines enseignées et pour les studios de Musiques Actuelles « La Boussole » ainsi que le pour le site d'enseignement de Lassay.

Tarifs Musique et Danse

Depuis la rentrée 2012, une tarification sur le quotient familial est proposée pour la musique et la danse.

Les enfants et les adultes hors Mayenne Communauté ne bénéficient pas de cette tarification au Quotien. En revanche, une réduction de 25 % continuera d'être appliquée aux élèves domiciliés hors de Mayenne Communauté fréquentant l'orchestre d'harmonie ou l'orchestre symphonique sur les disciplines marquées d'un *.

Le montant des droits d'inscription s'établit ainsi qu'il suit :

- 30 € pour les familles de Mayenne Communauté
- 40 € pour les familles domiciliées hors Mayenne Communauté.
- 50 € pour les familles des élèves des classes orchestres (CM 1, CM 2, 6ème et 5ème).

Un seul droit d'inscription est dû par famille que l'activité pratiquée soit la musique et/ou la danse.

Une facturation au trimestre à terme échu (sur 3 trimestres/an) est appliquée. Les trimestres se définissent ainsi qu'il suit :

- Octobre, novembre, décembre
- Janvier février mars
- Avril, mai, juin.

Fin septembre, une facturation spécifique sera établie pour la location du trimestre d'été des instruments et/ou du droit d'inscription sur la base du nouveau tarif.

Les nouveaux élèves disposeront de 2 séances d'essai en musique ou en danse. La facturation du droit

d'inscription restera due pour tout désistement au delà du 30 septembre ou au delà des 2 séances d'essai pour une inscription en cours d'année.

A compter de la deuxième année d'inscription, les familles s'engagent à prendre les cours qui, en conséquence, leurs seront facturés pour l'année complète même en cas de démission. Une dérogation pourra être toutefois accordée en cas de mutation professionnelle ou de maladie grave attestée par un certificat médical.

Les tranches de quotient familial sont établies comme suit :

Tarif 1 : moins de 503 € de Quotient Familial
Tarif 2 : de 504 à 902 € de Quotient Familial
Tarif 3 : de 903 € à 1 303 € de Quotient Familial
Tarif 4 : de 1 304 € à 1 699 € de Quotient Familial
Tarif 5 : de 1 700 € à 1 999 € de Quotient Familial
Tarif 6 : plus de 2 000 € de Quotient familial

Le tarif de chaque famille domiciliée sur le territoire de Mayenne Communauté sera calculé à partir du quotient familial de la CAF au 1er janvier de chaque année, soit celui du 1er janvier 2017 pour l'année 2017/2018.

Pour les familles allocataires CAF, percevant des prestations soumises à condition de ressources : le quotient est adressé par la CAF. En cas de doute, la famille peut l'obtenir sur le site Internet de la CAF (caf.fr).

Pour les familles non allocataires CAF (dont allocataires MSA) et les familles allocataires CAF ne percevant pas de prestations soumises à condition de ressources : celles-ci doivent se présenter au secrétariat du conservatoire avant le 30 septembre 2017 munies du relevé d'imposition de l'année N-2, du relevé de leurs prestations familiales (MSA ou autres) du mois précédant la demande. Le quotient familial pourra ainsi être calculé.

ATTENTION : si le quotient familial n'est pas communiqué, le tarif 6, donc le plus élevé, sera automatiquement appliqué à la famille si celle-ci est domiciliée sur le territoire de Mayenne Communauté.

Les modalités de calcul du quotient familial sont exposées comme suit :

Le quotient pris en compte sera celui du 1er janvier de l'année en cours (année 2017), soit le quotient basé sur la déclaration de revenus de l'année N-2 (année 2015).

Exemple : Du 1er janvier au 31 décembre 2017 la formule sera la suivante :

$$\frac{1/12^{\text{ème}} \text{ du revenu 2015 (*)} + \text{les prestations familiales du mois précédant le calcul}}{\text{le nombre de parts (**)}}$$

(*) Il s'agit des ressources nettes des personnes qui vivent au foyer sans les abattements fiscaux, les charges fiscalement déductibles et les indemnités de chômage et maladie.

(**) Le nombre de part correspond à :

		+ enfant (s) à charge				
Composition familiale	Parents isolés ou en couple	Pour le 1er enfant	Pour le 2ème enfant	Pour le 3ème enfant	Pour le 4ème enfant et au-delà	Par enfant handicapé
Nombre de	2	0.5	0.5	1	0.5	1

parts						
-------	--	--	--	--	--	--

En cas de baisse de revenus importante sur l'année N-1, le quotient pourra être recalculé à la demande de la famille sur présentation des justificatifs. Le nouveau quotient sera appliqué le trimestre suivant la demande mais ne pourra être appliqué de manière rétroactive.

Les tarifs applicables sont proposés comme suit :

TARIFS ANNUELS	Année scolaire 2017/2018	
	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
Droit d'inscription annuel/famille	30 €	40 €
Orchestre à l'Ecole (6 ^{ème} , 5 ^{ème} , CM 1, CM 2)	50 € (assurance comprise)	
Option Musique au Bac	30 €	

Nota bene : Seul le droit d'inscription est facturé pour les personnes fréquentant uniquement les pratiques collectives (Orchestre d'Harmonie, Chorale...)

TARIFS TRIMESTRIELS	Année Scolaire 2017/2018						
Scolaires et Etudiants (jusqu'à 26 ans)	Mayenne Communauté (fonction du Quotient Familial de la CAF ou de la MSA)						Hors Mayenne Communauté
	Qf ≤ 503	Qf de 504 à 902	Qf de 903 à 1303	Qf de 1304 à 1699	Qf de 1700 à 1999	Qf ≥ 2000	
Formation Musicale et Cycle son et mouvement	18.40 €	34.75 €	52.05 €	58.60 €	63.25 €	71.40 €	132.25 €
Formation Musicale + Instrument *	40.55 €	63.65 €	98.50 €	115.60 €	125.45 €	137.70 €	299.00 €
Atelier Instrument Seul *	28.90 €	52.10 €	91.50 €	102.55 €	112.20 €	122.40 €	209.35 €
Formation Musicale + 2 Instruments *	62.35 €	79.50 €	124.90 €	148.65 €	158.10 €	168.30 €	406.45 €
Location Instrument	13.90 €	27.85 €	41.60 €	42.85 €	48.95 €	48.95 €	97.40 €
Ateliers collectifs et Musique de Chambre	13.90 €	27.85 €	41.60 €	42.85 €	48.95 €	48.95 €	97.40 €
Danse - Initiation à cycle 3	28.90 €	46.30 €	69.45 €	78.20 €	83.30 €	93.50 €	99.50 €

Les élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de l'Orchestre à l'Ecole, qui intègrent le Conservatoire, domiciliés en dehors de Mayenne Communauté bénéficient du tarif au quotient familial.

ADULTES	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
Formation Musicale	110.10 €	216.05 €
Formation Musicale + Instrument *	201.60 €	403.60 €
Instrument Seul *	158.40 €	363.30 €
Formation Musicale + 2 Instruments *	244.80 €	
Location d'Instrument	41.20 €	
Ateliers Collectifs et Musique de chambre	41.20 €	157.75
Danse	91.30 €	103.45 €

Tarifs STUDIOS Musiques Actuelles "LA BOUSSE" ¹

Tarif au mois pour un groupe		Tarif à l'année pour un groupe		Tarif à la carte pour un groupe		Enregistrement	
Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	Répétition de 2 h à 3 h par semaine	Répétition de 4 h à 6 h par semaine	à l'heure	à la journée (9 h à 17 h en semaine)	accompagné de l'animateur	Ecoles MC, accompagné l'animateur
20,00 €	30,00 €	150,00 €	200,00 €	3,00 €	20,00 €	100,00 €	60,00 €

Toute réservation doit être accompagnée du règlement. En d'absence de l'utilisateur sur un créneau horaire qui lui a été réservé aucune déduction ou annulation ne pourra être accordée. Les modalités précises de réservation et d'utilisation des locaux sont définies dans le règlement intérieur validé par le Conseil Communautaire et joint en annexe.

¹ Tarifs Site d'Enseignement de Lassay

Une étude étant en cours pour l'harmonisation des tarifs, il vous est proposé de maintenir ceux appliqués sur le site de Lassay pour l'année scolaire 2017/2018.

Le montant des droits d'inscription est de 50 € par élève et est facturé en une seule fois fin septembre.

Une facturation au trimestre à terme échu (sur 3 trimestres/an) est appliquée et les trimestres sont définis ainsi qu'il suit :

- Octobre, novembre, décembre
- Janvier février mars
- Avril, mai, juin.

Musique	Enfant	Adulte
Pratiques collectives (éveil, parcours découverte, percussions, chorale, atelier chant, orchestres et musiques actuelles)	22 €	37 €
2 ^{ème} pratique collective	26 €	31 €
Formation musicale et pratique collective	129 €	189 €
Instrument et formation musicale et pratique collective	219 €	339 €
2 instruments et formation musicale et 2 pratiques collectives	315 €	429 €
Location d'instruments à vent (tarif unique par instrument/an)		

1 ^{ère} Année et 2 ^{ème} année	50 €	
A partir de la 3 ^{ème} année	80 €	
Danse	Enfant	Adulte
Atelier Eveil	22 €	
Cours de 45 mn	108 €	117 €
Cours de 1 H	123 €	153 €
A partir du 2 ^{ème} enfant, une réduction de 20 % est appliquée (sauf pour pratique collective musique)		

Différents moyens de paiement sont acceptés pour le règlement des factures du Conservatoire : tickets CAF, MSA, chèques vacances, coupons sport ANCV, chèques jeunes collégiens, chèques pass culture.

Pour information, Il n'y a pas de pourcentage d'augmentation des tarifs. Le seul qui augmente est celui « Danse Adultes » (+ 5 %) Mayenne Communauté. Augmentation actée dans la délibération n° 18 du 2 juin 2016 : 5 % d'augmentation progressive sur trois années scolaires (2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019) pour ce tarif afin de corriger la différence avec celui appliqué aux élèves. En effet le tarif facturé aux adultes était inférieur à celui des élèves (jusqu'à 26 ans) dans la tranche de QF la plus élevée.

M. BRODIN : " Il n'y a pas de simplification possible ? Je vois que sur Lassay c'était beaucoup plus compacte et concis. Par exemple, "atelier instrument seul" on commence à 28,90 € et on finit à 122,40 €. Par contre pour la "danse initiation", on commence aussi à 28,90 € mais on termine à 93,50 €. Pourquoi n'a-t-on pas les mêmes paliers ?"

M. LE SCORNET : " Sur la danse, ce sont essentiellement des cours collectifs, donc l'équilibre financier est beaucoup plus rapide."

M. BRODIN : " C'est ce qui justifie un palier plus faible."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouveaux tarifs.

16 - Délégation partielle de la compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises au département de la Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. TRANCHEVENT expose :

Vu l'article L. 1511-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) modifié par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), stipulant que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre désormais seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur le territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises, peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie des aides mentionnées au présent article,

Vu l'article L. 1111-8 du CGCT stipulant qu'une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre une compétence dont elle est attributaire. Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante. Cette délégation est régie par une convention qui en fixe la durée et définit les objectifs à atteindre ainsi que les modalités du contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par décret n°2012-716 du 7 mai 2012.

M. BRODIN : " C'est une bonne action, l'économie locale est quelque chose d'important et ça va dans le bon sens."

M. DELAHAYE : " Je voudrais remercier nos conseillers départementaux et le département qui continue à attribuer une aide qu'elle n'est pas obligée d'attribuer aujourd'hui."

M. le Président : " Je ne veux pas polémiquer mais le département aurait pu se dispenser de cette aide qui n'était pas obligatoire non plus. C'est une volonté politique affirmée."

M. BRODIN : " Si vous voulez qu'ils gardent l'aide... Moi j'ai souligné que c'était dans le bon sens pour l'économie locale."

M. le Président : " En aucune façon, je n'aurais émis un avis défavorable sachant que c'était dans l'intérêt des collectivités. En stratégie pure, c'était une compétence qui n'était pas obligatoire."

M. BRODIN : " Donc, on sera au moins deux à voter pour."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- délègue au Conseil Départemental de la Mayenne, la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise qui entreront dans le périmètre d'intervention tel que défini ci-après :

- **aide en faveur des entreprises comptant 150 personnes au maximum**
- **objet de l'aide : aides à la construction, l'extension ou/et la réhabilitation de locaux à usage industriel, artisanal de production, transport routier de marchandises de proximité et interurbain (codes APE 49, 41 A et B), tertiaire industriel et de recherche, services aux entreprises (activité tournée à plus de 50 % vers les entreprises). Seules les opérations soumises à permis de construire ou faisant l'objet d'une déclaration préalable et d'un arrêté de non-opposition à cette déclaration préalable seront éligibles.**
- **Bénéficiaires de l'aide : maîtres d'ouvrage privés soit les entreprises à statut sociétaire, les sociétés de crédit-bail immobilier, les sociétés de portage immobilier, les sociétés d'économie mixte (hors opération en tant que promoteur) et les sociétés civiles immobilières dont le capital est similaire à hauteur d'au moins 66 % à celui de l'entreprise future occupante des locaux.**
- **Montant de l'aide : subvention d'un montant minimum de 20 000 € plafonnée à 120 000 € (100 000 € pour les entreprises exerçant dans le secteur du transport routier) financée à hauteur de 75 % par le département et 25 % par l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire duquel est située l'opération immobilière.**
- **Taux de l'aide : 10 % ou 20 % de l'assiette éligible HT selon la taille et la localisation de l'entreprise.**

- approuve les termes de la convention de délégation partielle de la compétence d'octroi d'aides en matière d'investissement immobilier des entreprises d'une durée de 18 mois (du 1^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2018) ci-jointe,

- et autorise le Président à signer cette convention au nom et pour le compte de Mayenne Communauté ainsi que tout acte à venir relatif à la présente délégation de compétence.

17 - Marchés publics – Construction du pôle de santé – Avenants - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. MOLL expose :

Mayenne Communauté a notifié en 2016 les marchés de travaux pour la construction du pôle de santé intercommunal à Mayenne.

- Sur le lot 6 "Doublage, cloisons sèches, plafonds" confié à l'entreprise JARRY pour 222 988,73 € HT :

Les modifications portant sur les gaines techniques du hall liées au système de désenfumage et sur les cloisons de la zone de radiologie génèrent respectivement une plus-value de 657,33 € HT et une de 8 631,73 € HT.

La modification du système de désenfumage permet une moins-value de 11 263,25 € HT.

Les modifications présentées ci avant génèrent une moins-value totale de 1 974,19 € HT soit une diminution de 0,89 % du montant du marché qui passe ainsi de 222 988,73 € HT à 221 014,54 € HT.

- Sur le lot 7 « Plafonds suspendus » confié à l'entreprise JARRY pour 102 207,71 € HT :

La modification du système de désenfumage induit une plus-value de 314,98 € HT et la suppression d'un

faux plafond dans la zone occupée par le laboratoire pharmaceutique permet quant à elle de réaliser une moins-value de 24 074,12 € HT.

Les modifications présentées ci avant impliquent une moins-value totale de 23 759,14 € HT soit une diminution de 23,25 % du montant du marché qui passe ainsi de 102 207,71 € HT à 78 448,57 € HT.

- Sur le lot 8 « Revêtements de sols » confié à l'entreprise MARIOTTE pour 147 715,88 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise MARIOTTE le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 8 : Revêtements de sols, faïence » pour un montant de 147 715,88 € HT (143 390,75 € HT pour la solution de base et 4 325,13 € HT pour l'option retenue).

La modification de la zone radiologie génère une plus-value d'un montant de 262,26 € HT, soit une augmentation de 0,18 % du montant du marché qui passe ainsi de 147 715,88 € HT à 147 978,14 € HT.

- Sur le lot 9 « Peinture, revêtements muraux » confié à l'entreprise DURAND pour 75 382,81 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise DURAND le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 9 : Peinture – Revêtements muraux » pour un montant de 75 382,81 € HT.

La modification de la surface et des portes de la zone de radiologie génère une plus-value de 578,35 € HT, soit une augmentation de 0,77 % du montant du marché qui passe ainsi de 75 382,81 € HT à 75 961,16 € HT.

- Sur le lot 11 « Plomberie » confié à l'entreprise SMEC pour 115 653,14 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 11 : Plomberie » pour un montant de 115 653,14 € HT.

La modification de la zone de radiologie permet une moins-value de 67,27 € HT soit une diminution de 0,06 % du montant du marché qui passe ainsi de 115 653,14 € HT à 115 585,87 € HT.

- Sur le lot 12 « Chauffage, ventilation » confié à l'entreprise SMEC pour 262 823,69 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 12 : Chauffage - Ventilation » pour un montant de 262 823,69 € HT.

La modification de la zone de radiologie induit une plus-value de 836,47 € HT et la suppression du système de désenfumage initial permet une moins-value de 7 362,02 € HT.

Les modifications présentées ci avant impliquent une moins-value totale de 6 525,55 € HT soit une diminution de 2,48 % du montant du marché qui passe ainsi de 262 823,69 € HT à 256 298,14 € HT.

- Sur le lot 13 « Électricité » confié à l'entreprise SMEC pour 288 665,49 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 13 : Électricité » pour un montant de 288 665,49 € HT.

La modification de la zone de radiologie induit une plus-value de 1 731,53 € HT et la suppression du système de désenfumage permet une moins-value de 1 000 € HT.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 731,53 € HT soit une augmentation de 0,25 % du montant du marché qui passe ainsi de 288 665,49 € HT à 289 397,02 € HT.

- Sur le lot 14 « Formation, tests à l'étanchéité » confié à l'entreprise AVELYSE pour 2 930,00 € HT :

Par marché notifié le 23/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise AVELYSE le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 14 : Formation – Test à l'étanchéité » pour un montant de 2 930,00 € HT.

La construction d'un laboratoire de biologie médicale induit des prestations supplémentaires de test d'étanchéité à l'air sur cette nouvelle surface, et leur montant s'élève à 250 € HT, soit une augmentation de 8,53 % du montant du marché qui passe ainsi de 2 930,00 € HT à 3 180,00 € HT.

- Sur le lot 1 « Gros œuvre », confié à l'entreprise HUAULT pour 1 156 959,87 € HT :

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux pour l'installation du laboratoire ont généré pour ce lot une plus-value de 23 204,74 € HT, soit une augmentation de 2% du montant du marché qui est passé à 1 180 164,61 € HT.

La réglementation impose à ce que le pied du bâtiment soit à 15 cm au dessus du sol fini lorsqu'est prévu un isolant par l'extérieur. De fait, il a été proposé de rajouter une bande solin sur le linéaire de façade du bâtiment afin de protéger le Delta MS et de rendre la façade plus esthétique.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value total de 1 012,50 € HT soit une augmentation de 2,09 % du montant du marché qui passe ainsi de 1 156 959,87 € HT à 1 181 177,11 € HT.

- Sur le lot 5 "Menuiseries intérieures", du marché 16TRA31, confié à l'entreprise GBM BRAULT MENUISERIE pour 215 457,00 € HT :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BRAULT le marché de travaux de menuiseries intérieures pour la construction du pôle de santé de Mayenne Communauté pour un montant de 215 457,00 € HT.

Le nombre de boîtes aux lettres sollicitées par les professionnels est passé de 6 à 12, générant de fait une plus-value de 1 383 € HT.

Suite aux demandes des radiologues d'un appareillage supplémentaire, les portes de la zone radiologie ont dû être modifiées, induisant des frais supplémentaires à hauteur de 1 545 € HT.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 2 928 € HT soit une augmentation de 1.36 % du montant du marché qui passe ainsi de 215 457 € HT à 218 385 € HT.

La Commission MAPA en date du 11 avril 2017 a donné son avis favorable à la signature de ces avenants.

M. DELAHAYE : " Quand pourra-t-on voir les professionnels en activité ?"

M. MOLL : " Les travaux sont censés être terminés juin/juillet 2018. On fera une visite en septembre."

M. le Président : " Ça attire l'attention de nos concitoyens."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les dix avenants présentés :

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant	Nom de l'Attributaire
lot 6 « Doublage, cloisons sèches et plafonds »	Avenant n°1	- 1 974,19 € HT	JARRY
lot 7 « Plafonds suspendus »	Avenant n°1	-23 759,14 € HT	JARRY
lot 8 « Revêtements de sols »	Avenant n°1	+ 262,26 € HT	MARIOTTE
lot 9 « Peinture, revêtements muraux »	Avenant n°1	+ 578,35 € HT	DURAND
lot 11 « Plomberie »	Avenant n°1	- 67,27 € HT	SMEC
lot 12 « Chauffage, ventilation »	Avenant n°1	- 6 525,55 € HT	SMEC
lot 13 « Electricité »	Avenant n°1	+ 731,53 € HT	SMEC
lot 14 « Formation, tests à l'étanchéité »	Avenant n°1	+ 250,00 € HT	AVELYSE
Lot 1 « Gros oeuvre »	Avenant n°2	+ 1 012,50 € HT	HUAULT
lot 5 « Menuiseries intérieures », marché 16TRA31	Avenant n°1	+ 2 928,00 € HT	BRAULT

M. SONNET expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté le 1^{er} janvier 2016) a notifié en 2013 le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du centre aquatique au groupement CHABANNE et PARTENAIRES :

Le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre (1 407 510 € HT) a été validé par avenant, tel que prévu au contrat, suite à la validation de la phase APD. Depuis, la phase de consultation des entreprises a eu lieu en 2015 et les attributions des marchés des travaux ont toutes été réalisées par la maîtrise d'ouvrage. Le coût de réalisation des travaux (montant cumulé des marchés de travaux) est donc passé à 7 653 371,70 € HT.

En raison des retards avérés dans l'avancement du chantier l'article 4.2.1 du CCAP est ainsi modifié :

« Élément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 95.00 % ;
- A la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 5.00 %. »

Au lieu du découpage 85.00 % / 15.00 % initialement prévu.

L'article 4.2.1 du CCAP est ainsi modifié :

« Élément OPC (Ordonnancement, pilotage, coordination) LE CAS ÉCHÉANT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- A la fin de la phase de préparation de chantier : 20.00 %
- A la fin d'exécution des travaux proprement dits : 75 %
- A la réception des travaux : 5.00 %. »

Au lieu du découpage 20.00 % / 60.00 % / 20.00 % initialement prévu.

La Commission d'appel d'offres en date du 11 avril 2017 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté.

M. SONNET expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté) a notifié en 2015 les marchés de travaux pour la construction du centre aquatique.

- Sur le lot 15 « VRD, aménagements extérieurs » confié à l'entreprise STPO pour 169 757,90 € HT :

Après une réunion de travail entre le groupe technique chargé du marché des abords du centre aquatique, le groupe technique en charge du centre aquatique et l'élu de la Ville de Mayenne, en charge des travaux de la Ville de Mayenne et en particulier de l'aménagement de l'espace « skate park », il a été proposé d'agrandir la taille de la parcelle dédiée à l'espace extérieur du centre aquatique.

En effet, l'emprise initiale était trop juste et ne permettait pas d'avoir, ni du recul sur le bâtiment, ni

suffisamment d'espace solarium pour le public et l'installation éventuel de structures gonflables d'animation était elle aussi inenvisageable dans la configuration initiale.

Le 15 décembre 2016 le Conseil Municipal de la Ville de Mayenne a émis un avis favorable et validé le projet d'aménagement de l'espace loisirs « skate park » qui jouxte le centre aquatique. Le groupe de pilotage du centre aquatique a également émis un avis favorable le 17 janvier 2017.

La parcelle de 1 400 m² supplémentaires à paysager demande des terrassements, du remodelage avec apport de terre végétale, du drainage et une tranchée technique nécessaire à l'installation d'une borne électrique en limite de parcelle. Le montant des opérations de terrassement s'élève à 16 582 € HT, celui des travaux de réseaux ERDF et AEP ainsi que le drainage à 6 000 € HT et l'engazonnement est chiffré à 4 480 € HT.

La nécessité de l'installation d'un débitmètre pour les eaux usées non retraitées qui, lors des vidanges, sont renvoyées vers le bassin de rétention pour que VEOLIA puisse comptabiliser le volume d'eau non traité, implique une plus-value de 2 045 € HT.

Un renfort des plages extérieures par un treillis de 135 m², soudé sur la périphérie du bâtiment, pour éviter un problème de portance lors des travaux d'entretien, induit une plus-value de 1 012,50 € HT.

Enfin, il est proposé de supprimer des couvre sol en limite sud de la parcelle et des mobiliers banquette avec assise bois et supports vélo, permettant respectivement des moins-values de 2 142 € HT et 5 550 € HT.

Les mobiliers urbains seront traités globalement de manière à garder une cohérence avec l'aménagement de l'aire de loisirs « city stade/ skate park » situé en contrebas du centre aquatique.

L'ensemble de ces opérations à réaliser par l'entreprise STPO engendre une plus-value de 22 427,50 € HT.

- Sur le lot 12 « Électricité courants forts et faibles » confié à l'entreprise DESSAIGNE pour 350 000 € HT :

Le marché initial prévoyait qu'une seule personne travaille dans le bureau du directeur. Finalement, le directeur et le responsable des maîtres nageurs occuperont le même local, il est donc nécessaire d'ajouter des prises et de déplacer un interrupteur.

Le sous-sol étant un local de travail, enterré et ceinturé de murs en béton plein, les téléphones ne captent pas. Le service informatique préconise donc l'installation de prises RJ reliées à la baie informatique située au rez-de-chaussée.

Pour des raisons de sécurité et d'évacuation, une double porte dans les vestiaires au rez-de-jardin donne directement sur l'extérieur. Afin d'éviter des intrusions inopinées, une sirène sera asservie à l'ouverture de la porte.

Enfin, dans le but d'éviter de prévoir des équipements en mairie et à la piscine (enregistreurs, onduleurs, etc.), une antenne sera fixée sur la couverture de La Vague, face au château d'eau du CHNM, qui est en lien avec une autre antenne en mairie. Le support pour la fixation de l'antenne n'étant pas prévu initialement, l'entreprise DESSAIGNE devra en fournir un.

L'ensemble de ces opérations à réaliser par l'entreprise DESSAIGNE engendre une plus-value de 3 350 € HT.

La Commission d'appel d'offres et MAPA en date du 11 avril 2017 ont donné leur avis favorable à la signature de ces avenants.

M. le Président : " Concernant la carrelage, officiellement le marché est suspendu. On a eu un état des lieux fait par un huissier qui a constaté tout ce qu'il restait à faire. Ça a duré une journée. Les services en accord avec les architectes établissent actuellement le devis quantitatif pour relancer la consultation."

M. DELAHAYE : " Ce qui est dommage c'est que j'ai lu dans la presse que l'entreprise avait 4 mois de prolongation."

M. le Président : " Ce n'est pas moi qui l'ait décidé."

M. DELAHAYE : " Ils ne peuvent pas du tout revenir ?"

M. le Président : " Il ne reste que 4 agents. Ils sont dans l'incapacité de reprendre le chantier. Aujourd'hui, ils sont à 17 semaines de retard."

M. MOLL : " Comment ça va se passer maintenant ? On refait un appel d'offres ?"

M. le Président : " Oui absolument. Les architectes établissent le quantitatif pour la consultation. On a l'autorisation pour une procédure rapide. Encore faut-il trouver l'artisan... Je forme des vœux pour que le maçon qui a fait le support accepte de faire le carrelage. On a fait le point avec les deux lots techniques qui suivent à savoir le traitement de l'eau et de l'air qui sont partis sur d'autres chantiers. Ce sont des imprévus que nous n'avions pas imaginé."

M. MOLL : " Il y a environ 80 % de réalisé sur le carrelage ?"

M. le Président : " Oui mais il n'y a pas une salle finie."

M. HEURTEBIZE : " C'est vrai que les retards génèrent d'autres retards. Est-ce qu'ils ont évalué, même avec une grosse marge, à quelle date ça pourrait ouvrir ? On est régulièrement questionné par nos habitants."

M. le Président : " Sûrement pas avant octobre."

M. HEURTEBIZE : " Donc je pense quand disant janvier 2018, on est bien."

M. le Président : " Je ne manquerai pas de vous tenir au courant à chaque conseil ou bureau de l'évolution du chantier."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les deux avenants présentés :

N° et Nom du Lot	N° de l'Avenant	Montant de l'avenant	Nom de l'Attributaire
lot 15 « VRD, aménagements extérieurs »	Avenant n°2	22 427,50 € HT	STPO
lot 12 « Électricité, courants forts et faibles »	Avenant n°4	3 350,00 € HT	DESSAIGNE

20 - Marchés publics – Approvisionnement en gaz – Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. SONNET expose :

L'approvisionnement en gaz naturel est aujourd'hui assuré par un contrat arrivant à terme le 31 août 2017 pour les bâtiments de cinq collectivités :

- Ville de Mayenne : 33 sites
- Mayenne Communauté : 6 sites
- Commune de Saint Baudelle : 2 sites
- SISAC (Syndicat Intercommunal Sportif Associatif et Culturel de Contest et Saint Baudelle) : 1 site
- Commune d'Aron : 3 sites

Afin de garantir ledit approvisionnement, il convient de relancer une consultation pour les deux prochaines années.

Les cinq collectivités précitées ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est la désignation d'un seul prestataire afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 17SER19, intitulée « Fourniture de gaz » et aboutira à cinq marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordinateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix du titulaire sera effectué par la commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de chaque membre du groupement sera également invité à participer à cette réunion avec voix consultative.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise :

- **Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-président, à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;**
- **Monsieur le Président à lancer cette consultation en tant que coordonnateur du groupement, puis à signer les marchés avec le titulaire retenu ainsi que les pièces s'y rapportant.**

21 – Economie – La Grande Lande à Parigné-sur-Braye – Vente à la SCI CF2 Immo

Reçu à la Sous-Préfecture le 22 mai 2017

M. TRANCHEVENT expose :

L'entreprise Les Cars Bleus dans le cadre de son développement, souhaite acquérir du terrain en face du parc d'activités de la Lande à Parigné-sur-Braye pour y transférer son site actuel sis Impasse de la Fosse à Mayenne.



Les caractéristiques de celui-ci sont les suivantes :

1	Superficie	:	21 600 m² environ
1	Cadastre	:	C 1235p, C 1233
1	Prix de vente	:	6 € H.T. le m ² auquel s'ajoutent les frais de géomètre et notaire à la charge de l'acquéreur

M. le Président : " La justification des 6 € c'est parce qu'il n'y a qu'un ou deux branchements à faire et

aucune voirie. A 6 € on s'en sort bien. Ça fait 130 000 € de recettes complémentaires."

M. BRODIN : " Est-ce qu'il reste des parcelles à vendre sur ce secteur ?"

M. le Président : " Là ce sont des restes de terrain qu'on a acheté pour faire la déchetterie. On est hors zone. Avoir des réserves foncières bien placées c'est quand même intéressant."

M. GARNIER : " Ce qui m'interpelle c'est le besoin de 21 600 m² de terrain, ça fait beaucoup alors qu'on dit qu'il faut faire très attention."

M. le Président : " L'entreprise construit son garage de mécanique. Elle possède environ 60 cars."

M. TRANCHEVENT : " Ils vont stationner des cars qui pendant la période scolaire ont besoin de stationner dans des endroits sécurisés. Les questions de stationnement de bus intéressent malheureusement des malfaiteurs. Donc le site sera totalement sécurisé. Ils auront aussi une station de retraitement de l'eau. C'est un projet assez complexe. Il y a aussi la nécessité de paysager."

M. DELAHAYE : " J'ai une question environnementale. Je vois qu'il y a deux points bleus. Ce sont des bassins ou des points d'eau ?"

M. le Président : " Ce sont des points d'eau de l'Etat."

M. DELAHAYE : " Ma question est de savoir si on aura une protection à faire, car il pourrait y avoir des véhicules à perdre du carburant."

M. le Président : " Si le traitement est obligatoire."

M. TRANCHEVENT : " On communiquera sur cette entreprise car elle va être un véritable modèle en terme de qualité environnementale."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette vente de 21 600 m² environ au prix de 6 € H.T. le m² auquel s'ajoutent les frais de bornage et de notaire à la SCI CF2 Immo ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant,
- autorise Monsieur le Président à signer l'acte notarié ou tout autre document se rapportant à cette vente,
- et confie la rédaction de l'acte à Me CADET.

Mme BAR : " Je voudrais faire une remarque même si elle ne concerne pas directement la note. On a voté deux nouvelles ventes qui viennent s'ajouter au budget. Je fais la proposition qu'on puisse créer une dynamique jeunesse sur le service Ados'Com pour avoir un véritable service jeunesse."

M. le Président : " Mme BAR ne perd vraiment pas le nord. Vous savez que les années passent à une vitesse folle. Je vais signer les lettres de cadrage au mois de juin et on entrera dans la phase d'établissement du budget 2018. Ça fera l'objet de débat."

22 - Développement culturel – Signature du bail entre Mayenne Communauté et Atmosphères Cinéma

Reçu à la Sous-Préfecture le 23 mai 2017

M. LE SCORNET expose :

MAYENNE COMMUNAUTÉ est propriétaire d'un ensemble immobilier, situé au 16 et 16 bis place Juhel représentant une surface totale d'environ 633 m². Ce local unique est construit et aménagé en vue d'une seule utilisation et à l'usage spécifique, principal et exclusif d'une exploitation cinématographique, avec une activité accessoire possible de négoce de boissons, de produits alimentaires et dérivés, de petite restauration.

MAYENNE COMMUNAUTÉ a réalisé des travaux de modernisation et d'extension (passage de 2 à 3

écrans) en 2016-2017, avec pour objectif de transformer le Vox en un lieu de référence sur le territoire, développer harmonieusement la fréquentation en associant tous les publics, assurer la mise en place d'animations qualitatives avec de nombreux cycles cinématographiques (ciné santé, ciné bleu...), des rencontres avec des réalisateurs, de nombreuses rétrospectives et tous projets susceptibles de former le spectateur. Ce projet a pour vocation générale de dynamiser l'activité et l'image de son territoire et participera à son rayonnement au niveau local, régional et national.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'intérêt général relevant de sa compétence, il a été décidé, de conclure avec l'association « ATMOSPHERES CINÉMA » un bail emphytéotique administratif (BEA) ayant pour objet la mise à disposition de l'IMMEUBLE,

Ce bail a plusieurs avantages que l'on peut résumer ainsi :

- il protège le cinéma en cas de changement de gouvernance : une collectivité nouvelle en hérite sans pouvoir le modifier.
- il ne peut être rompu par le preneur sans que ce dernier ne propose un repreneur (si le preneur souhaite partir, il doit proposer un repreneur).
- la collectivité reste le propriétaire foncier, quant au preneur il a les devoirs et obligations d'un propriétaire en qualité de titulaire de droits réels. Il pourra également effectuer des travaux et aménagement qu'il estime nécessaire, avec l'autorisation écrite préalable du bailleur.
- la collectivité a la possibilité de résilier unilatéralement le contrat dans 3 cas : catastrophe, bruits et nuisances, et résilier pour motif d'intérêt général.

Le BEA est donc lié à une opération d'intérêt général relative au développement de l'activité cinématographique.

Les dispositions spécifiques du bail sont :

- bail pour d'une durée de 30 ans à compter du 19 juin 2017 soit jusqu'au 19 juin 2047
- la redevance annuelle (loyer) est fixée sur les usages soit 5 % de la recette guichet HT (redevance estimée à 15 000 €/an)
- l'emphytéote détient la carte d'autorisation d'exploiter, établie au nom du représentant légal de l'établissement cinématographique Le Vox
- l'emphytéote, en tant qu'exploitant, bénéficie du fonds de soutien automatique, voire sélectif, à l'exploitation du CNC, généré à partir des recettes guichet de l'établissement, lui permettant, pendant toute la durée du BAIL d'entreprendre tous travaux d'amélioration et de modernisation.

M. MOLL : " Est-ce qu'il y a possibilité d'achat, par celui qui est installé, avant les 30 ans ?"

M. LE SCORNET : " Non c'est figé."

M. DELAHAYE : " Là on ne parle que du bail mais concernant le loyer, j'avais cru comprendre en bureau que c'était 15 000 € minimum alors qu'en fait si on a moins de recettes ce sera moins de 15 000 €. Mais c'est de la culture et l'objectif n'est pas de gagner de l'argent avec le cinéma mais de favoriser la population."

M. LE SCORNET : " Je suis en total désaccord avec vous. On a fait la démonstration qu'on pouvait gagner de l'argent avec un cinéma. Le cinéma n'a pas vocation à être un équipement culturel déficitaire. C'est un équipement qui doit trouver son équilibre financier. Je rappelle que la SCIC est une entreprise comme les autres."

M. BRODIN : " La pérenité sera assurée mais il y a eu des apports conséquents. Concernant les loyers il y a eu des montants nettement supérieurs qu'on voit dans le secteur privé."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président ou le Vice-Président à signer ce bail et tout document relatif à ce dossier.

M. le Président : " Je vous ai envoyé un mail. Dans le cadre du contrat de ruralité, nous ne devons pas percevoir de subventions pour l'année 2017. Or, les services de la Sous Préfecture viennent de nous informer que nous disposons d'une enveloppe de 170 000 € d'aides pour les projets des communes et de Mayenne Communauté qui entrent dans ce cadre pour l'année 2017. Il convient de vous rapprocher le plus vite de Pierre-Yves Ledauphin pour remplir les fiches projets. C'est excessivement urgent car nous devons signer la convention avant la fin du mois de juin. Il faut que les travaux soient prêts. Soyez attentifs, 170 000 € ce n'est pas neutre."

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 45

Vu, la Secrétaire,
Isabelle BEUNEUX



Vu, le Président
Michel ANGOT



